

Pour la FGTB et la CSC wallonnes, la Belgique doit rejeter le Traité budgétaire européen !

Geplaatst op donderdag 08 november 2012 | 



Les responsables politiques belges sont appelés à examiner et à ratifier le Traité européen sur "la stabilité, la coordination et la gouvernance". Thierry Bodson, Secrétaire général de la FGTB wallonne et Marc Becker, Secrétaire National CSC, ont lancé un appel aux parlementaires wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin qu'ils s'opposent à ce traité budgétaire, synonyme d'austérité et de recul démocratique.

"Depuis plusieurs semaines, les gouvernements européens ratifient les uns après les autres le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance », mieux connu comme « Traité budgétaire ». Il entrera bientôt en vigueur puisque le quota décisif de 12 Etats membres de l'Union ayant ratifié le Traité a été atteint. Toutefois, il faut rappeler que ce Traité ne s'appliquera pas à ceux qui refusent de le ratifier.

Dès lors, la Belgique peut encore décider, de manière souveraine et au nom de l'intérêt général de sa population, de ne pas se soumettre à la logique du TSCG, synonyme d'austérité, de récession, de régression sociale, d'augmentation du chômage et de renforcement des inégalités. Un Traité qui constitue une grave menace pour nos droits sociaux et démocratiques.

Inutile de vous rappeler que la politique de rigueur budgétaire induite par le TSCG, via notamment la fameuse « Règle d'or », débouchera sur des résultats inverses que ceux escomptés : des réductions drastiques de dépenses publiques provoquant une contraction de l'activité économique, qui elle-même provoque à la fois une baisse des rentrées fiscales et une augmentation du chômage et donc des dépenses sociales.

Si la Belgique décidait de ratifier ce Traité, c'est l'ensemble des pouvoirs publics et des administrations locales (Régions, Communautés, Provinces, Communes, CPAS...), et donc les citoyens dans leur vie quotidienne, qui en subiraient les conséquences.

Vous êtes sur le point d'examiner le texte et de devoir donner votre aval sur ses conséquences. C'est pourquoi, au nom des travailleurs que nous représentons et au vu de la crise économique qui frappe violemment le monde du travail dans tout le pays, nous vous demandons de ne pas donner votre assentiment et donc de vous opposer à ce pacte budgétaire.

Nous rappelons que ce texte entérine une forme de hold-up démocratique (il retire aux parlements leur pouvoir d'orienter les budgets de l'Etat pour le confier à la Troïka !), orchestre un véritable désastre social et ne permet en aucun cas de relancer l'économie des Etats membres."

Publié le mardi, 6 novembre, 2012 à 16:26 sur le site de l'Interrégionale Wallone de la FGTB.